

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 13/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-En-Provence

Références : D-2026-0328
Code AIOT : 0006401122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2026 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incident d'exploitation : Fuite du bassin de lixiviats "BGC2"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux limitée à 123 000 tonnes/an pour l'année 2026, sur le casier B4.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration incident	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 2.5.1	Mesures d'urgence	15 jours
2	Surveillance du bassin	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 4.2.3.3	Amende, Mesures d'urgence	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de la fuite des concentrats en provenance du bassin BGC2, des impacts potentiels sur l'environnement ainsi que des incertitudes relatives à la bonne tenue de l'étanchéité de la barrière de sécurité passive située sous ce bassin, un projet d'arrêté de mesures d'urgence est proposé à la signature du Préfet.

Par ailleurs, compte tenu des différents épisodes de perte d'étanchéité constatés au cours des dernières années, un projet d'arrêté portant amende administrative est également proposé à la signature du Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 2.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. A ce titre il utilise la fiche G/P (Gravité/Perception) tenue à sa disposition par l'inspection des installations classées. En complément un rapport est transmis sous 15 jours par l'exploitant à l'inspection des installations classées qui précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou

envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

L'exploitant a informé l'Inspection, le 5 mai 2026, par la transmission de la fiche G/P, d'un incident d'exploitation constaté le matin même.

Une flaqué noirâtre a été découverte en contrebas des bassins de grande capacité (BGCs), au niveau de la piste périphérique. Cette flaqué, contenue à l'intérieur de l'enceinte de l'ISDND, présente des dimensions estimées à environ 2 mètres sur 8 mètres, pour une hauteur d'environ 10 centimètres. Elle est alimentée par un écoulement observé en partie basse du talus du BGC2 (bassin des concentrats d'osmose inverse).

À la suite de ce constat, les actions prioritaires suivantes ont été mises en œuvre :

- installation d'une pompe positionnée au niveau de la flaqué afin de pomper les lixiviats et de les transférer vers le bassin BGC1, avec l'appui d'un groupe électrogène ; le pompage est réalisé au rythme des arrivées de liquide ;
- mise en fonctionnement d'une seconde pompe permettant le transfert de volumes du BGC2 vers le BGC1 afin d'abaisser le niveau du BGC2.

Ces opérations de pompage doivent permettre la réalisation d'observations complémentaires sur site afin de déterminer l'origine de l'écoulement.

Un suivi des niveaux des deux bassins BGCs ainsi que des volumes pompés a été mis en place. Le traitement des lixiviats par osmose inverse se poursuit et celui des concentrats par l'évaporateur également. Il n'y a pas de conséquence sur l'exploitation du casier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport détaillé établi conformément aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement. Ce rapport comprend notamment :

- les circonstances de l'incident ;
- les causes identifiées ou supposées ;
- les volumes estimés de lixiviats écoulés ;
- les zones impactées ;
- les mesures d'urgence mises en œuvre ;
- les mesures correctives envisagées pour éviter le renouvellement de l'incident.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Surveillance du bassin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 4.2.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Conception Bassin BGC2

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables,

étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Constats :

La dernière vérification de l'étanchéité active (géomembrane) du bassin BGC2 et les réparations engendrées datent de l'année 2021. La réparation de la géomembrane du bassin a nécessité la réparation de 76 anomalies.

L'étanchéité passive du bassin BGC2 (couche argileuse en fondation du bassin) n'a jamais été contrôlée depuis sa mise en service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu dès notification du présent arrêté, joint :

- d'arrêter le rejet des concentrats d'osmose dans le bassin BGC2 et de les faire traiter dans une installation adaptée ;
- de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant d'assurer la collecte des écoulements liquides observés en empêchant toute infiltration dans le sol ;
- de définir et mettre en œuvre une procédure de contrôles du talus afin de s'assurer de l'absence de nouvelles résurgences ;
- d'assurer par une surveillance périodique renforcée, a minima par un passage 3 fois par jour, de l'efficacité des mesures de rétention transitoire afin d'éviter tout déversement dans l'environnement. Une traçabilité de cette surveillance est réalisée et tenue à disposition de l'inspection des installations classées ;
- de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant de vider entièrement le plus rapidement possible le bassin BGC2 ;
- de transmettre tous les 3 jours à l'inspection des installations classées un point d'avancement du niveau d'eau du bassin BGC2 et de l'impact induit sur les écoulements ;
- de ne plus utiliser le bassin BGC2, tant que son étanchéité n'est pas vérifiée et réparée ;
- de transmettre à l'inspection des installations classées sous 15 jours un plan d'action détaillé des solutions envisagées pour contrôler et réparer les barrières d'étanchéité active et passive du bassin BGC2 ;
- de réaliser un bilan des analyses mensuelles relatives au suivi des eaux souterraines, notamment de la source du Figuier, dont le contrôle est effectué à fréquence hebdomadaire, et de transmettre ce bilan correspondant à l'inspection des installations classées dans un délai de 7 jours.

L'exploitant réalise les travaux nécessaires afin de garantir l'efficacité et la pérennité de l'étanchéité, dans un délai de 12 mois, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, notamment ses articles 11 et 22.

Un contrôle préalable à la remise en service du bassin BGC2 à la fin des travaux de réparation, est réalisé conformément aux dispositions des articles 18 à 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

L'exploitant met en place un dispositif temporaire de gestion des lixiviats permettant la poursuite de l'activité. Dans le cas où il opte pour un traitement déporté hors site des lixiviats, il met en place une traçabilité des déchets conformément à la réglementation en vigueur. Le traitement

des lixiviats est réalisé selon la hiérarchie suivante :

1. Traitement dans une installation implantée dans une installation de stockage de déchets non dangereux disposant des autorisations nécessaires ;

2. Uniquement en cas de défaillances ponctuelles des traitements prévus au point précédent : traitement dans une installation autorisée à recevoir ce type d'effluents.

Le traitement déporté vers une station d'épuration communale est interdit.

L'exploitant réalise une analyse des sols de la partie impactée par le déversement accidentel.

Dans le cas où il détecte la présence de lixiviats, il opère un traitement par excavation des terres souillées et les remplacent par des terres saines.

En fin de travaux, l'exploitant adresse au préfet un rapport final des opérations réalisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 15 jours